STOP AU CHANGEMENT CLIMATIQUE !

PRESERVATION DU CLIMAT ET JUSTICE SOCIALE MAINTENANT !

Outre la crise économique, financière et sociale à laquelle nous sommes confrontés, une autre crise nous menace: celle de l'environnement. Le PGE attire l'attention sur le fait que cette crise environnementale produit dès à présent des effets dramatiques dont les dimensions pourraient être, et seront sans doute, catastrophiques dans un proche avenir.

Le rapport de l'ONU de 2007 a montré que les concentrations atmosphériques des émissions de carbone ont atteint leur niveau maximal depuis les 650.000 dernières années, le double de la capacité d'absorption des écosystèmes. En 2008, on a enregistré plus de 300 catastrophes « naturelles » dans le monde, faisant plus de 200 millions de victimes dont des centaines de morts. L'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) estime que chaque année 150.000 personnes meurent à cause du changement climatique, 85% d'entre elles étant des enfants. Par ailleurs, un rapport du *Pôle Intergouvernemental sur le Changement Climatique* précise qu'une augmentation moyenne de la température de 2°C aura des effets désastreux sur la biodiversité de la biosphère.

La restauration et la protection des écosystèmes doivent être considérées comme des priorités majeures lors de toute décision à prendre en matière de production et d'investissement. Le PGE estime que les problèmes concernant le climat mondial doivent recevoir une solution à l'échelle de la planète.

Le PGE souligne que les objectifs avancés par l'UE pour 2020 sont insuffisants et basés sur des principes de marché (marchés d'émissions de carbone). Le PGE rappelle en outre avec insistance que même les objectifs, pourtant modestes, définis par le Protocole de Kyoto ont été systématiquement reportés à plus tard et il dénonce le grand nombre de « *situations d'exception* ».

Le PGE considère que, malgré les déclarations formelles des dernières années affirmant que le développement durable était une priorité, les réponses données aux problèmes du changement climatique ne proposent que des solutions trop faibles et des projets de mise en œuvre encore plus médiocres.

Le PGE signale que l'acception dominante du terme « *développement durable* » repose sur deux énormes contrevérités :

1. / Elle ne prend pas en considération le fait que le développement économique et technologique génère des externalités. Celles-ci entraînent des menaces à l'échelle mondiale qu'il est impossible de confiner au lieu et au temps de leur création.

2. / Elle attribue, de manière individuelle, à chaque citoyen la responsabilité de revenir à des modèles acceptables, chacun de nous étant désigné comme le seul responsable de la préservation de la biodiversité et de la conservation des ressources naturelles. Il s'agit là de la conception du citoyen « *écologiquement responsable* » proférée à l'excès par les partisans du « *capitalisme vert* ». Ne sont aucunement mis en question ni les modèles de production, ni la consommation des sociétés capitalistes, laquelle atteint des sommets totalement incompatibles avec un développement durable.

Pour de nombreux gouvernements et d'organisations internationales, les problèmes environnementaux ne concernent pas la société (mais l'air, le sol, l'eau..) et sont considérés comme des problèmes purement techniques sans lien avec la politique.

Tout au contraire, le PGE considère que le processus décisionnel qui doit s'appliquer aux solutions environnementales n'est pas une affaire de simples alternatives techniques, mais de choix politiques. La mise en place d'une société fondée sur le développement durable doit passer par le renforcement des procédures démocratiques, par la redéfinition du rôle des Gouvernements, des Etats et des Régions du globe, et par la lutte pour la justice sociale.

Le sommet de Copenhague en Décembre 2009 sera très probablement la dernière rencontre au niveau gouvernemental du « *Comité des Nations Unies sur le Changement Climatique* » avant l'expiration de la validité du Protocole de Kyoto en 2012. C'est une occasion que nous ne devons pas manquer !

Le PGE estime que nous ne pouvons pas parler de durabilité des ressources et de l'environnement sans tenir compte de la diversité des formes sociales d'appropriation de ces ressources. Les problèmes d'environnement n'affectent pas tout le monde de la même manière. Dans les faits, ceux qui sont le plus fortement touchés ce sont les plus pauvres, les travailleurs, les paysans, les femmes, les peuples indigènes et en général les populations les plus vulnérables.

Le PGE considère que les problèmes environnementaux sont donc essentiellement des problèmes de distribution et de redistribution.

S'attaquer aux problèmes environnementaux et sociaux implique de considérer que la justice sociale et la justice redistributive en sont des parties intégrantes. La création et la perpétuation d'inégalités environnementales et sanitaires sont essentiellement causées par des dynamiques de distribution inégale des ressources et par l'existence de rapports de force inégaux.

En conséquence, le PGE propose de diriger les efforts dans des directions parallèles dans le but de :

- Atteindre une réduction de 40% des émissions de CO^2 d'ici 2020 dans les pays développés (en comparaison au niveau de 1990);

- Combattre le commerce des émissions de carbone et autres fausses solutions telles que les « Mécanismes de Développement Propre ».

- Apporter un soutien financier et technologique approprié aux pays en voie de développement, lequel pourra et devra être géré par l'ONU.

- Assurer le droit de chaque citoyen d'avoir accès à une énergie non polluante.

Le PGE engage ses efforts pour obtenir que l'autorité publique prenne en main la spécification précise des ressources disponibles sur le territoire et l'élaboration de nouveaux modèles énergétiques. Nous sommes résolument engagés en faveur d'un secteur énergétique public puissant.

Enfin, le PGE considère que la réduction des dépenses militaires peut apporter une contribution majeure au financement des mesures à prendre pour modérer les effets du changement climatique et s'y adapter. Les dirigeants de l'UE ont déclaré que les pays en développement auront besoin de 100 milliards d'Euros par an jusqu'en 2020 pour aider les nations de ces pays à combattre le réchauffement climatique. Pour les seuls Etats-Unis, le coût direct de la guerre en Irak a dépassé la somme de 500 milliards d'Euros à la fin de 2008.